

6 juillet 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration conjointe de M. François Hollande, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur la Grèce et la Zone euro, à Paris le 6 juillet 2015.

LE PRESIDENT : Mesdames, Messieurs, nous étions convenus, Angela MERKEL et moi-même, de nous rencontrer au lendemain du référendum grec et je remercie Angela d'être venue ici à Paris aujourd'hui.

Nous prenons acte du résultat et nous respectons le vote des Grecs, parce que l'Europe, c'est la démocratie. Nous avons aussi entendu le message de tous les partis démocratiques grecs qui se sont réunis aujourd'hui et qui ont réaffirmé ensemble, leur volonté que leur pays reste dans la zone euro.

La porte est ouverte aux discussions et il revient maintenant au gouvernement d'Alexis TSIPRAS de faire des propositions sérieuses, crédibles pour que cette volonté de rester dans la zone euro puisse se traduire avec un programme qui donne de la durée.

Parce que la Grèce a besoin de durée dans la zone euro avec des règles stables. Et c'est vrai aussi pour la zone euro.

Nous avons donc un sommet de la zone euro mardi et il reviendra aux chefs d'Etat et de gouvernement de définir une position à partir des propositions qui seront faites par la Grèce. Mais j'insiste sur le fait qu'il n'y a plus beaucoup de temps et qu'il y a urgence et urgence pour la Grèce, urgence pour l'Europe et c'est une question aussi de visibilité, de crédibilité et je dirais même de dignité.

L'Europe est face à cette responsabilité. L'Europe n'est pas simplement une construction économique, monétaire, financière. L'Europe, c'est un ensemble fondé sur des valeurs, des principes, sur une conception et une conception du monde, pas simplement de notre continent, une conception fondée sur la liberté, sur l'ouverture, aussi sur le respect.

Dans cette Europe, il y a place pour la solidarité. La solidarité est partout en Europe et elle doit l'être encore davantage. Mais il y a aussi la responsabilité. C'est cet équilibre entre responsabilité et solidarité qui doit être notre ligne de conduite pour les jours qui viennent.

Je remercie encore Angela d'être venue et je lui laisse la parole.

Angela MERKEL: Merci beaucoup. C'est avec un grand plaisir que je suis venue à Paris aujourd'hui, un jour après la décision du peuple grec. Nous respectons cette décision. Le référendum, c'est le vote d'un pays démocratique et souverain et nous devons maintenant vivre avec cette décision.

La question se pose également de quelle sera l'attitude des 18 autres pays par rapport à ce vote et quels seront les moyens que nous allons trouver. Et je tiens à vous remercier de m'avoir invitée pour que nous puissions échanger aujourd'hui pour trouver une solution qui soit commune.

Nous disons effectivement que la porte reste ouverte aux discussions et c'est la raison également pour laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro se réunissent demain.

En même temps, les conditions préalables pour rentrer dans de nouvelles négociations sur un programme concret du mécanisme européen de stabilité ne sont pas encore réunies. Et c'est la raison pour laquelle nous attendons maintenant des propositions tout à fait précises du Premier ministre grec, un programme qui permettra également à la Grèce de retrouver la prospérité. Il est urgent d'avoir ce type de proposition pour que nous puissions trouver une sortie de la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui.

Ce qui nous gouverne est exactement ce que le président français a dit, c'est un principe européen : d'une part, la solidarité, nous avons déjà fait preuve de beaucoup de solidarité avec la Grèce et la dernière proposition qui a été faite était très généreuse et d'autre part, l'Europe ne peut qu'être cohérente et rester unie aujourd'hui dans une époque où les défis en matière de terrorisme ou encore de réfugiés, sont d'autant plus importants. Il faut que chaque pays assume également sa propre responsabilité. Nous allons voir également quelle sera la réaction des 18 autres pays, ça aussi, c'est la démocratie, nous avons une souveraineté partagée, parce que nous avons une même monnaie, donc tout le monde doit être responsable et faire preuve de solidarité. Merci.